



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 12 du 19 mars 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 mars 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	243
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	243
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	243
Arrêté SGAR n° 2009-74 en date du 19 février 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Hugues PARANT, préfet de la Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion logistique des formations organisées en Meurthe-et-Moselle.....	243
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	243
CABINET DU PREFET	243
Service interministériel de défense et de protection civile	243
Extrait de l'arrêté modificatif n°37/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	243
Extrait de l'arrêté modificatif n°38/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	243
Extrait de l'arrêté modificatif n°39/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	244
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	244
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	244
Commune de Ville-en-Vermois - Expropriation des parcelles cadastrées 9,10,11,12 et 13 en vue de la poursuite de l'urbanisation du secteur de « La Louvière » - Extrait de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du 6 mars 2009.....	244
Commune de Ville-en-Vermois - Expropriation des parcelles cadastrées 9,10,11,12 et 13 en vue de la poursuite de l'urbanisation du secteur de « La Louvière » - Extrait de l'arrêté de cessibilité du 6 mars 2009.....	244
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 concernant le captage d'eau du puits de l'Isle du Grand Saulcy.....	245
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	245
Arrêté n°09.BMSSE.12 du 19 mars 2009 chargeant M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, d'assurer l'intérim du poste de secrétaire général de Meurthe-et-Moselle à compter du 23 mars 2009	245
Arrêté n°09.BMSSE.13 du 19 mars 2009 organisant la délégation de suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle	245
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	246
Bureau de la citoyenneté	246
Extrait de l'arrêté du 18 mars 2009 déterminant le montant des frais de copie d'un document administratif.....	246
Bureau des réglementations	246
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 portant classement du restaurant Ibis Nancy Brabois dans la catégorie « restaurant de tourisme »	246
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	247
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	247
Service actions et établissements de santé	247
Extrait de l'arrêté n° 14 du 16 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.....	247
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	247
Service offre de soins de ville	247
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 214-09 du 13 mars 2009 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à Nancy - Licence n° 54#01056	247
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	248
Service aménagement durable, urbanisme, risques	248
Commune de Minorville - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/008 du 17 mars 2009 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	248
Unité des aides directes.....	248
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/064 du 9 mars 2009 relatif aux priorités fixées pour l'attribution des droits à prime issus de la réserve	248
DIRECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	249
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail 10 mars 2009 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité	249
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	250
Trésorerie de Colombey-les-Belles – En date du 17 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame VOLLMAR Jocelyne, contrôleur.....	250
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	250
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	250
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	250
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	250
Classement du site de Bois-le-Prêtre	250
AUTRES SERVICES	250
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	250
Extrait de la décision n° 09-01 du 5 mars 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant les mutations inter régimes de la Carte Vitale	250
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	251
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 4 kinésithérapeutes du 16 mars 2009.....	251
HOPITAL DU VAL DU MADON DE MIRECOURT.....	251
Avis de concours sur titres du 9 mars 2009 pour le recrutement d'un(e) ergothérapeute	251

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Arrêté SGAR n° 2009-74 en date du 19 février 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Hugues PARANT, préfet de la Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion logistique des formations organisées en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 ;
Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
Vu le décret du 21 juin 2007 nommant Monsieur Bernard NIQUET, Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense-Est, Préfet de la Moselle ;
Vu le décret du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté du Premier ministre du 13 janvier 2009 nommant Mme Chantal CASTELNOT, Sous-préfète, Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine ;
Vu la circulaire de Madame le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales du 25 juillet 2007 décidant la création auprès de chaque préfet de région d'un poste de délégué régional à la formation relevant de son autorité directe ;
Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales de Lorraine ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Hugues PARANT, préfet du département de la Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, en matière de formation, au titre des BOP 108, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés sous son autorité, ainsi que des formateurs intervenant dans son département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations.

Article 2 : M. Hugues PARANT définit, par arrêté de subdélégation, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes et documents visés à l'article 1^{er}, en cas d'absence ou d'empêchement de sa part.

Cet arrêté de subdélégation spécifique sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de Région Lorraine.

Metz, le 19 février 2009

Le préfet de la Région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET DU PREFET**

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté modificatif n°37/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Article 2: Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site internet de la préfecture. Article 3: Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 16 février 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté modificatif n°38/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1: Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de CHOLOY-MENILLOT sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté. Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2: Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4: Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de TOUL et le maire de la commune de CHOLOY-MENILLOT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 février 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Extrait de l'arrêté modificatif n°39/2009/SIDPC du 16 février 2009 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Les éléments nécessaires à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés dans la commune de ECROUVES sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté. Ce dossier comprend :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte,
- la délimitation des zones exposées,
- la nature et l'intensité des risques dans chacune des zones exposées,
- les documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer et le cas échéant,
- le zonage sismique réglementaire attaché à la commune.

Ce dossier et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture, sous-préfecture et mairie concernée.

Le dossier communal d'informations est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 2: Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 3: Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 4: Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de TOUL et le maire de la commune d'ECROUVES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 février 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Commune de Ville-en-Vermais - Expropriation des parcelles cadastrées 9,10,11,12 et 13 en vue de la poursuite de l'urbanisation du secteur de « La Louvière » - Extrait de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du 6 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} - L'acquisition par la commune de VILLE-EN-VERMOIS des parcelles cadastrées 9, 10, 11, 12 et 13, en vue de la poursuite de l'urbanisation du secteur de « La Louvière », est déclarée d'utilité publique.

Article 2 - Les parcelles cadastrées 9, 10, 11, 12 et 13 seront acquises soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la commune de VILLE-EN-VERMOIS, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 - L'expropriation doit être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché, dès sa réception, dans la commune de VILLE-EN-VERMOIS aux lieux habituels d'information du public. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire. Il sera en, outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, et le maire de VILLE-en VERMOIS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Commune de Ville-en-Vermais - Expropriation des parcelles cadastrées 9,10,11,12 et 13 en vue de la poursuite de l'urbanisation du secteur de « La Louvière » - Extrait de l'arrêté de cessibilité du 6 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

AR R E T E

Article 1^{er} - Les parcelles désignées sur l'état et le plan parcellaire annexés au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarées immédiatement cessibles à la commune de VILLE-en-VERMOIS.

Ces parcelles appartiennent, en indivision, à M. Paul HUMBERT, domicilié 23 Grande Rue 54210 - VILLE-EN-VERMOIS, Mme Marcelle HUMBERT épouse PARFAIT domiciliée 77 chemin Champagne - 54200 TOUL et M. Joseph HUMBERT domicilié 7 rue du Docteur Champy - 88220 NAYMONT-UZEMAIN.

Article 2 - La déclaration de cessibilité des terrains est valable pour une durée de six mois.

Article 3 - A défaut de cession amiable de ces parcelles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié, par le maire de VILLE-EN-VERMOIS, en pli recommandé avec avis de réception, à :

- M. Paul HUMBERT, domicilié 23 Grande Rue - 54210 VILLE-EN-VERMOIS
- Mme Marcelle HUMBERT épouse PARFAIT, domiciliée 77 chemin Champagne - 54200 TOUL
- M. Joseph HUMBERT, domicilié 7 rue du Docteur Champy - 88220 NAYMONT-UZEMAIN.

Article 5 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture et le maire de VILLE-en VERMOIS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 concernant le captage d'eau du puits de l'Isle du Grand Saulcy

Arrêté préfectoral du 17 mars 2009 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection autour du captage d'eau du puits de l'Isle du Grand Saulcy sur le territoire communal de Chaudeney-sur-Moselle, Pierre-la-Treiche et Bicqueley par le Ministère de la Défense, qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et en mairies de Chaudeney-sur-Moselle, Pierre-la-Treiche et Bicqueley.

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n°09.BMSSE.12 du 19 mars 2009 chargeant M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, d'assurer l'intérim du poste de secrétaire général de Meurthe-et-Moselle à compter du 23 mars 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la circulaire NOR INT A 04 0072 C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT, Préfet de la Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant Monsieur Bernard BREYTON sous-préfet de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 20 février 2009 nommant M. Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime ;

Considérant la vacance de poste de secrétaire général de Meurthe-et-Moselle à compter du 23 mars 2009 ;

Sur proposition du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, est chargé d'assurer, à compter du 23 mars 2009, l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle jusqu'à l'installation dans ses fonctions d'un nouveau secrétaire général.

Article 2 : Dans le cadre de ses fonctions, l'intérimaire possède l'intégralité des compétences exercées par le secrétaire général et délégation lui est donnée à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

Article 3 : L'arrêté de délégation de signature n°09.BMSSE.05 du 17 février 2009 accordant délégation de signature à M. Jean-Michel MOUGARD est abrogé.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bernard BREYTON, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, à M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 19 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n°09.BMSSE.13 du 19 mars 2009 organisant la délégation de suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe Ronssin sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant Monsieur Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Considérant que M. Hugues PARANT doit s'absenter du département du 25 au 29 mars 2009 inclus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Pendant l'absence de M. Hugues PARANT, préfet de Meurthe-et-Moselle du 25 au 29 mars inclus, M. Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey assure sa suppléance.

En cas d'empêchement de M Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey au cours de la période susnommée, la suppléance du préfet est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

Article 2 : Dans le cadre de ses fonctions, le suppléant possède l'intégralité des compétences exercées par le préfet et délégation lui est donnée à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Messieurs Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 mars 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau de la citoyenneté

Extrait de l'arrêté du 18 mars 2009 déterminant le montant des frais de copie d'un document administratif

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il convient de fixer les montants des droits à acquitter pour la délivrance de copie de documents administratifs

AR R E T E

Article 1^{er} : Les montants des droits à acquitter pour la copie d'un document administratif autres que le coût d'envoi postal est fixé à :

- 0,18 euros par page de format A4 en impression noir et blanc,
- 1,83 euros pour une disquette,
- 2,75 euros pour un cédéroms.

Article 2 : Le règlement préalable du montant total des frais de copie est à effectuer auprès de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle- Service régie de recettes – 6, rue Sainte Catherine à Nancy.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département.

Nancy, le 18 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 portant classement du restaurant Ibis Nancy Brabois dans la catégorie « restaurant de tourisme »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies;

Sur proposition du Secrétaire Général;

AR R E T E

Article 1^{er} : Est classé dans la catégorie « restaurant de tourisme » le restaurant Ibis Nancy Brabois, situé allée de Bourgogne 54500 Vandoeuvre les Nancy.

Gérants: Messieurs Etienne et Philippe GIRARD

Numéro SIRET: 41909435400018

Article 2 : Ce classement est valable 3 ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration des gérants.

Article3 : En cas de changement des conditions de classement, les gérants sont tenus d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 : En cas de changement de gérant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

Article 5 : Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, les gérants admettent la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

Article 6 : Les gérants sont tenus d'apposer le panneau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à messieurs Etienne et Philippe GIRARD, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le délégué régional au tourisme,
- Monsieur le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- Monsieur le président du comité départemental du tourisme,
- Monsieur le président de la chambre de commerce et d'industrie.

Nancy, le 17 mars 2009

Pour le préfet,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 14 du 16 mars 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant six membres :
 - a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur Laurent TROGRIC, Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Régine GRANDURY, Adjointe au Maire de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Conseiller Municipal de la ville de POMPEY (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Michèle BARTHELEMY, Maire de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur le Docteur Renaud GERARDIN, Conseiller Municipal de la ville de LAY SAINT CHRISTOPHE (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :
 - Monsieur Jean-Marie UHLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2) Collège des personnels comportant six membres :
 - a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Madame le Docteur Fabienne DURANTAY, Médecin (fin du mandat en janvier 2012).
 - b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Marc BERR, Vice-Président de la CME (fin du mandat en janvier 2012),
 - Madame Florence GLATH, Pharmacienne (fin du mandat en janvier 2012).
 - c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Madame Sylvie COUILLARD, Cadre de Santé (fin du mandat en février 2012).
 - d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Madame Nadine DAUMAS, Administrateur, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Madame Catherine SAINT-MARD, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur le Docteur Jean COLSON, Médecin non hospitalier, représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins (fin du mandat en décembre 2011),
 - Madame Marie-José DUPUY, Retraitée de l'enseignement (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur Laurent THIRIOT, représentant l'Association Convergence Infirmière (fin du mandat en mars 2012).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Madame Josette BURY, Présidente de l'Association des Familles de Traumatisés Crâniens en Lorraine (AFTC), représentant l'AFTC en Lorraine (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Michel SALMON, représentant l'Association pour le Droit de Mourir dans la dignité (ADMD) (fin du mandat en décembre 2010),
 - Monsieur Benoit GILET, Président de l'AIR 54 et Président Adjoint de la FNAIR Lorraine, représentant l'Association Lorraine d'Aide aux Insuffisants Rénaux, Dialysés et Transplantés (AIR 54) (fin du mandat en décembre 2010).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
 - Madame Arlette MARIE (fin du mandat en novembre 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 13 du 4 Mars 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 mars 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service offre de soins de ville

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 214-09 du 13 mars 2009 relatif au transfert d'une officine de pharmacie à Nancy - Licence n° 54#01056

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la population municipale de la commune de Nancy où se situe l'officine dont le transfert est projeté, figurant dans le tableau annexé au décret n°2008-1477 visé ci-dessus, est de 107 434 habitants ;

Considérant que la commune de Nancy dispose de 44 officines de pharmacie et qu'au regard de ces chiffres aucune création d'officine n'est possible ;

Considérant que l'officine de pharmacie actuellement exploitée par Monsieur Lambert des Cilleuls est située dans le quartier IRIS dénommé « Citadelle, Sellier, Charles de Foucauld » comptant 2 611 habitants au recensement de 1999 ; que la population de ce quartier est actuellement desservie par deux officines de pharmacie ; que par ailleurs ce quartier IRIS est inclus dans un grand quartier dénommé « Saint Fiacre – III Maisons – Crosnes – Vayringe » desservi au total par 4 officines de pharmacie pour une population de 9063 habitants au recensement de 1999 ; qu'en conséquence le transfert de la pharmacie sise 14, rue Grandville ne compromet pas l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine ;

Considérant que l'emplacement envisagé pour le transfert est situé dans le quartier de Nancy dénommé « Stanislas Meurthe » ; que ce quartier est composé de trois quartiers IRIS :

- « Port Sainte Catherine, Jardins d'Eau », 390 habitants au recensement de 1999
- « XX^{ème} Corps Sud, Austrasie, Meurthe », 1 850 habitants au recensement de 1999
- « XX^{ème} Corps Nord, Oberlin, Mac-Mahon », 3 971 habitants au recensement de 1999

Considérant que le quartier d'accueil « Stanislas Meurthe » dispose d'une seule officine de pharmacie pour une population résidente totale de 6 211 habitants au recensement de 1999 ; que la population de ce quartier en développement urbain, permet l'implantation d'une seconde officine de pharmacie ;

ARRETE

Article 1 : La demande de transfert d'une officine de pharmacie, du 14 rue Grandville à Nancy, au centre commercial Des Deux Rives, Promenade Emilie du Chatelet à Nancy, est acceptée.

Article 2 : La licence prévue à l'article L 5125-4 du code de la santé publique ainsi accordée porte le n° 54#01056. La précédente licence n° 54#00115 accordée le 26 juin 1942 sera annulée dès la réalisation du transfert.

Article 3 : En application de l'article L 5125-7 du code de la santé publique, l'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un an à compter de la notification de cet arrêté sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la Santé et des Sports, 8 avenue de Ségur – 75700 PARIS ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif – 5 place de la Carrière – 54000 NANCY. Ces recours doivent être formés dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Lambert des Cilleuls et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ;
- Madame le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 13 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Commune de Minorville - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/008 du 17 mars 2009 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : La carte communale de MINORVILLE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan réseau d'eau potable au 1/2000^e,
- un plan réseau d'assainissement au 1/2000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de MINORVILLE n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de MINORVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 17 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Unité des aides directes

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/064 du 9 mars 2009 relatif aux priorités fixées pour l'attribution des droits à prime issus de la réserve

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : Pour le département de Meurthe-et-Moselle, les priorités d'attribution de droits à prime issus de la réserve entre les catégories de producteurs de département sont, en application des dispositions inscrites à l'article 6 de l'arrêté du 2 juillet 2007 susvisé, fixées selon l'ordre établi ci-après :

- Pour les producteurs de vaches allaitantes :

- * Les installations (bénéficiaires des aides à l'installation à titre principal) ;
- * Les recours ;
- * Les éleveurs laitiers voulant reconverter leur élevage en élevage allaitant : les attributions seront calculées sur la base de la moyenne des droits libérés ;
- * Les éleveurs spécialisés détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999 ;
- * Les éleveurs mixtes détenant plus de 5 droits définitifs lors de la campagne 1999 ;
- * Les autres éleveurs demandeurs de droits ;

L'ensemble de ces critères est précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

Pour les producteurs de brebis :

- * Les dossiers d'installations ;
- * Les dossiers qualifiés de prioritaires sur les anciennes commissions ;
- * Les dossiers qualifiés de prioritaires lors de la dernière commission ;
- * Les éleveurs spécialisés détenant au moins 10 droits ;

L'ensemble de ces critères est précisé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le

secrétaire

général,

Jean-Michel MOUGARD

Les annexes 1 et 2 mentionnées ci-dessus sont consultables à la DDEA - Unité Aides Directes - 45 rue Ste-Catherine - 54035 Nancy Cedex.

DIRECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail 10 mars 2009 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Monsieur Patrick OSTER, par intérim

Vu les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine en date du 06 janvier 2009 publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 15 janvier 2009 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-ET-MOSELLE en date du 02 mars 2009 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section.

Considérant qu'en application des décisions précitées, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle peut être amené à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1 Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail

- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, exposés à l'inhalation de fibres d'amiant, au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Monsieur Nicolas BURGAIN
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sylvie TEDESCO
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULLY

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge la décision du 1^{er} septembre 2008.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 10 mars 2009

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section,
Martine BOUBAGRA

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section,
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section,
Marieke FIDRY

L'Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section,
Angélique ALBERTI

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section,
Alexandra CHALOYARD

L'Inspecteur du Travail de la 6^{ème} section par intérim,
Patrick OSTER

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Colombey-les-Belles – En date du 17 mars 2009 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame VOLLMAR Jocelyne, contrôleur

Le soussigné MATHIEU Christelle, Trésorier de COLOMBEY LES BELLES

Déclare

constituer pour son mandataire spécial et général Madame VOLLMAR Jocelyne, contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de COLOMBEY LES BELLES, entendant ainsi transmettre à Madame VOLLMAR Jocelyne tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés. Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
VOLLMAR Jocelyne
Contrôleur

Signature du mandant
MATHIEU Christelle
Chef de poste

le cas échéant,

donner délégation à Madame VOLLMAR Jocelyne pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
VOLLMAR Jocelyne
Contrôleur

Signature du délégant
MATHIEU Christelle
Chef de poste

Colombey-les-Belles, le 17 mars 2009

AVIS ET COMMUNICATIONS**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Classement du site de Bois-le-Prêtre

Le préfet communique :

Par décret du 27 octobre 2008, publié au journal officiel de la République Française du 29 octobre 2008, est classé parmi les sites du département de la Meurthe-et-Moselle, le site de Bois-le-Prêtre, sur le territoire des communes de Fey-en-Haye, Montauville, Norroy-les-Pont-à-Mousson et Pont-à-Mousson.

Le texte intégral de ce décret et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle et dans les mairies de Fey-en-Haye, Montauville, Norroy-les-Pont-à-Mousson et Pont-à-Mousson.

AUTRES SERVICES**CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE****Extrait de la décision n° 09-01 du 5 mars 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant les mutations inter régimes de la Carte Vitale**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre le transfert de dossiers administratifs en cas de mutations intra ou inter régimes afin de faciliter le passage d'assurés, d'une caisse gestionnaire à une autre. Les informations relatives à la (ou les) carte (s) Vitale détenue (s) par l'assuré et ses ayants droits concourent directement au processus de mise à jour des cartes Vitale dans la nouvelle caisse gestionnaire.

Il s'agit ainsi de fiabiliser et de sécuriser cette transmission d'informations par la constitution de fichiers électroniques envoyés par messagerie sécurisée, ou à défaut par voie postale, d'une caisse gestionnaire de l'assurance maladie à une autre. La mutation des cartes Vitale vise à éviter les ruptures de services préjudiciables aux porteurs de cartes lors de leur changement de caisse gestionnaire. Elle permet d'accélérer la collecte des informations relatives aux porteurs de carte.

Cette application s'inscrit dans un système d'échanges réciproques ouvert à tous les organismes de protection sociale obligatoire, utilisateurs de SESAM-Vitale. Grâce à celui-ci, la carte Vitale devient réellement inter régimes.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- l'identification (état civil, coordonnées de l'assuré, identification des ayants droits)
- le NIR
- la situation familiale
- l'adresse
- la situation sociale, (données relatives à la CMU, date de début et de fin, mutuelle état ou assurance maladie complémentaire)
- la santé (données médico-administratives : exonération du ticket modérateur, nature des exonérations, maternité en cours, examen bucco-dentaire, prise en charge, date d'examen réalisé)
- la caisse d'affiliation, cédante et prenante (identification de la caisse, adresse, personne à contacter, adresse, e-mail, téléphone)

- la situation administrative (droits ouverts ou non à l'assuré et/ou à ses ayants droits, vérification au RNIAM du rattachement en caisse cedante et dates)
- la situation liées à la réforme (numéro du médecin traitant, compteur de participation forfaitaire, crédit d'impôt)
- les informations liées à la carte vitale (présence d'une carte vitale qui a fait l'objet d'une mutation, type, numéro, photo, numéro de la photo, NIR des porteurs)

Article 3 : Le destinataire de ces informations est la nouvelle caisse d'affiliation de la famille (caisse prenante).

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toutefois le droit d'opposition ne s'applique pas compte tenu de l'obligation légale des caisses gestionnaires.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 5 mars 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 17 mars 2009

Le Directeur Général,
Jean Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 4 kinésithérapeutes du 16 mars 2009

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de 4 postes de kinésithérapeute diffusé le 19 janvier 2009 non pourvue par des candidats à la mutation,

DECIDE

Article 1 : Un concours sur titres est ouvert à partir du 15 avril 2009 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 4 postes vacants de kinésithérapeute.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute ou d'un titre admis comme équivalent, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication de la présente décision au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme de masseur kinésithérapeute,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines),
- un curriculum vitae.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 16 mars 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,
J.P. PILLIARD

HOPITAL DU VAL DU MADON DE MIRECOURT

Avis de concours sur titres du 9 mars 2009 pour le recrutement d'un(e) ergothérapeute

Un concours sur titres aura lieu à l'Hôpital du Val du Madon de MIRECOURT en vue de pourvoir un poste d'Ergothérapeute conformément au décret n° 89-609 du 1^{er} Septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière, aux candidats

- remplissant les conditions leur permettant d'avoir la qualité de fonctionnaire (articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires)
- et titulaires soit :

* du diplôme d'état d'ergothérapeute ou d'une des autorisations d'exercer mentionnées aux articles L 4331-6 du Code de la Santé Publique.

DEPOT DE DOSSIER :

Les candidatures doivent parvenir à Monsieur le Directeur de l'Hôpital du Val du Madon - 32 rue Germini - B. P. 69 - 88502 MIRECOURT Cedex accompagnée de la copie du diplôme, dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis dans le Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Département, le cachet de la poste faisant foi.

Mirecourt, le 9 mars 2009

Le directeur,
F. FOUCHET

